



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemerrier  
5 avenue de la Palette  
95300 Pontoise

Pontoise, le 23 septembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SIKA AUTOMOTIVE FRANCE (ex AXSON)**

Z.I des Béthunes, 15 rue de l'équerre  
95310 Saint-Ouen-L'aumône

Références : UD95-2024-0738  
Code AIOT : 0006506102

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2024 dans l'établissement SIKA AUTOMOTIVE FRANCE (ex AXSON) implanté Z.I des Béthunes, 15 rue de l'Equerre 95310 Saint-Ouen-l'Aumône. L'inspection a été annoncée le 01/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIKA AUTOMOTIVE FRANCE (ex AXSON)
- Z.I des Béthunes, 15 rue de l'Equerre 95310 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006506102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société SIKA AUTOMOTIVE est spécialisée dans la fabrication de résines à destination notamment des produits de construction et de l'industrie (automobile, panneaux photovoltaïques...).

Ses activités se répartissent sur 8 bâtiments accueillant des activités de production. Ces ateliers sont équipés d'étuves, de mélangeurs et de réacteurs où sont formulées des préparations de types résines époxy et polyuréthane. Des bâtiments sont réservés au stockage de matières premières et des produits finis.

La société exploite au sein de son établissement des installations classées au titre des rubriques 3410, 4110, 1450 et 2660. La société est de ce fait soumise aux dispositions de la directive relative aux émissions industrielles (IED) et de la directive SEVESO.

**Thèmes de l'inspection :**

- Rejets canalisés
- Emissions diffuses
- Plan de gestion des solvants

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan de gestion de solvant_ Transmission	Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 28-1	Demande d'action corrective	6 mois
2	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 10/04/2006, article 21.6	Demande d'action corrective	6 mois
3	Plan de gestion des solvants_substitution de solvants	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.6	Demande d'action corrective	6 mois
4	Emissions diffuses_Valeur limite	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.4	Demande d'action corrective	6 mois
6	Canalisation des émissions_Points de rejets	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Emissions canalisées_COV annexe III et IV	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Emissions canalisées_Respect des valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	Emissions canalisées_Justification non conformité	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Demande d'action corrective	6 mois
13	Porter à connaissance	Code de l'environnement, article R.181-46	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
7	Emissions canalisées_Mesures	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.6	Sans objet
11	Traitement des fumées	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.3	Sans objet
12	Traitement des fumées – entretien	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Plan de gestion de solvant\_ Transmission

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 28-1

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission via GERE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant consommant plus de 30 tonnes par an de solvant, ce dernier doit donc transmettre son plan de gestion des solvants via la plateforme de déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets : GERE. L'inspection constate que l'exploitant a bien transmis son plan de gestion de solvant (PGS) pour l'année 2023 via la plateforme.</p> <p>La consommation en solvant déclarée s'élève à 42 tonnes pour l'année 2023.</p> <p>La déclaration pour l'année 2022 y figure également.</p> <p>Le PGS transmis par l'exploitant est un logigramme présentant les entrées et sorties auxquelles les différents flux en tonnes de COV ont été associés. Néanmoins, l'exploitant ne donne aucune indication méthodologique quant aux calculs de ces différents flux (O1, I1, O6, O7, O8) pour lesquels il déclare des quantités de COV.</p> <p>L'exploitant indique avoir fait appel au bureau d'études COELYS pour la réalisation du plan de gestion de solvant et déclare disposer d'une note méthodologique explicative des différents paramètres. Cette dernière est présentée lors de l'inspection et transmise par mail en date du 04 septembre 2024.</p> <p>L'exploitant signale par ailleurs que le plan de gestion de solvant (PGS) pour l'année 2022 a été revu. En effet, la version présentée en séance est une version révisée de la note méthodologique du PGS 2022 datant de décembre 2023. Ainsi, les données à prendre en compte pour l'année 2022 sont celles de la présente note en lieu et place de celles déclarées sur GERE.</p> <p>L'exploitant déclare également sur GERE ne pas utiliser de COV à mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F.</p> <p><b>Non-conformité n° 1 : Afin d'améliorer la compréhension et permettre l'examen du PGS, l'inspection demande à l'exploitant de joindre dorénavant la note méthodologique présentant le calcul des différents flux au logigramme lors de sa déclaration en ligne.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Plan de gestion des solvants (PGS)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/04/2006, article 21.6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, comprenant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les entrées et les sorties de solvants de l'installation</li> <li>2. un récapitulatif des quantités de solvants utilisées par type de fabrication</li> <li>3. une estimation des rejets canalisés et diffus</li> <li>4. une vérification de la conformité des rejets diffus avec les valeurs limites relatives aux émissions fugitives exprimées en flux spécifique (exemple g/m<sup>2</sup>)</li> <li>5. une identification des solvants qui pouvaient être substitués</li> </ol> <p>Ce plan est mis à jour chaque année et tenu à la disposition de l'inspection des installations</p>

classées.

#### Constats :

L'inspection demande à l'exploitant d'expliquer les méthodes de calculs de certains flux en mettant l'accent sur les flux les plus importants. L'inspection constate que l'exploitant est en mesure d'expliquer la méthodologie de calcul des différents flux et qu'il maîtrise son plan de gestion des solvants.

I1 (solvants achetés et utilisés) et O8 (solvants récupérés destinés à être régénérés en externe) sont les deux flux les plus importants et s'élèvent pour le PGS de l'année 2023 à 138,5 tonnes et 96,5 tonnes respectivement.

O8 correspond aux solvants issus du nettoyage des cuves qui sont envoyés en régénération pour réutilisation sur le site. Pour être comptabilisé en flux O8 et pouvoir être envoyé en régénération, l'exploitant indique que le solvant brut ne doit pas contenir une grande quantité de produits. Lorsqu'une quantité importante de produits se trouve en mélange dans le solvant, ce dernier est alors considéré comme un déchet et est envoyé en élimination (O6).

L'exploitant indique que le calcul du flux O8 se base sur le poids des quantités brutes envoyées en régénération duquel est déduit le poids des produits restants dans le culot de distillation. En effet, les solvants à régénérer sont distillés. Le prestataire indique un rendement de distillation pour les solvants entre 75 % et 77 % dépendant du solvant régénéré. Les solvants purs et régénérés sont renvoyés à la société SIKA. Le reste se retrouve en mélange sous forme de boues dans le culot de distillation. Le prestataire estime par moyenne statistique que dans ce culot de distillation le taux de solvant est de 50 %. La quantité de produits contenue dans le culot est alors déduite de la quantité brute envoyée en régénération afin d'obtenir la quantité de solvant effectivement envoyée en régénération.

Cette méthodologie est utilisée pour chacun des solvants envoyé en régénération. L'inspection n'a pas de remarque à formuler concernant la méthodologie de calcul pour O8.

Concernant le paramètre I1, l'exploitant indique faire la somme des quantités de solvants achetées / utilisées et de la quantité de solvants régénérée/récupérée par SIKA. Les quantités de solvants achetées/utilisées sont extraites du logiciel ERP de gestion des stocks de l'exploitant. La teneur en solvant pour chacune des matières premières est connue et issue des fabricants.

L'exploitant précise également qu'une part importante du flux I1 (88%) correspond à des produits utilisés pour l'activité de nettoyage des cuves. Cette méthodologie de calcul n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Pour déterminer le paramètre O1, l'exploitant a repris les valeurs de rejets en COV mesurés lors de la campagne de 2021. Un temps de fonctionnement annuel de 4000 heures a été considéré pour tous les points de rejets afin d'estimer une émission annuelle pour chaque point de rejet. L'ensemble des valeurs calculées pour chaque point de rejet a été ensuite sommé afin d'obtenir une émission canalisée pour l'ensemble du site.

La méthodologie globale utilisée n'appelle pas de remarque de l'inspection. Néanmoins, les données d'entrées mériteraient d'être affinées et notamment le temps de fonctionnement annuel pris égal à 4000 heures pour tous les points de rejets. Par exemple, selon les propos de l'exploitant, la laveuse de cuve n'est pas mise en fonctionnement tous les jours. L'exploitant indique à ce sujet que les émissions canalisées ont certainement été surestimées sur ce point de rejet.

A titre illustratif, en considérant une utilisation du poste « laveuse de cuves » un jour sur deux, le flux O1 serait diminué de 20 %, le faisant passer de 1,3 tonnes à 1 tonnes de COV.

Concernant le paramètre O6, l'exploitant indique avoir fait beaucoup d'hypothèses car il ne dispose pas d'analyses en COV de ses déchets envoyés en élimination. Il indique connaître le poids des déchets générés. Néanmoins, la teneur en COV de ces déchets est difficile à évaluer et présente de fortes incertitudes et hétérogénéités. L'exploitant explique que les déchets de production et de laboratoire, triés par nature chimique sont mis en fûts (fûts polyols, résines, durcisseurs = code déchet 08 04 09\* et fûts isocyanates = code déchet 08 05 01\*).

Ces fûts peuvent contenir un mélange de « queues de lot » (excédant de production non conditionné), de produits de laboratoire, de solvants de nettoyage. Le prestataire en charge du

traitement de ces déchets ne faisant pas d'analyse de teneur en solvant, l'exploitant a estimé une teneur moyenne en COV. L'exploitant indique, par ailleurs, que réaliser quelques prélèvements sur les fûts ne seraient pas représentatifs de ces derniers, les solvants se trouvant très certainement majoritairement en surface. L'exploitant précise également que la quantité totale de déchets à éliminer tend à diminuer, l'objectif étant de mettre de plus en plus de solvants en régénération. L'exploitant indique enfin que la proportion de COV estimée dans ces déchets du flux O6 doit être revue à la baisse pour le PGS 2024. L'inspection constate que l'estimation du paramètre O6 est perfectible.

Le flux O4 (émissions diffuses) est évalué à 1,477 tonnes pour l'année 2022 et 1,4 tonnes pour l'année 2023. Le flux O4 est estimé par la formule suivante :  $O4 = I1 - O1 - O6 - O7 - O8$ .

De manière générale, l'exploitant a prévu d'affiner les paramètres O6 et O1 afin de les revoir à la baisse, ce qui conduirait à la hausse des émissions diffuses O4. D'après les éléments fournis par l'exploitant sur le calcul de O6 et de O1, postuler une incertitude de 10 % semble pertinent à minima sur ces deux paramètres. L'estimation deviendrait alors  $O4 = 138,5 - 1,17 - 9,5 - 28,8 - 96,5 = 2,5$  tonnes ce qui rendrait le site SIKA non conforme aux prescriptions l'article 21.4 de son arrêté préfectoral en ce qui concerne son flux total annuel en COV des émissions diffuses.

Tout ceci démontre que la conclusion de conformité de l'installation au regard de ses émissions diffuses est très volatile et reste à démontrer, et qu'il est nécessaire pour l'exploitant de :

- fiabiliser le flux O6 qui présente une incertitude importante. En effet, au vu des quantités, le flux O6 joue un rôle non négligeable dans la détermination du flux O4.

- affiner le flux O1

**Non-conformité n°2 : L'estimation des rejets canalisés et diffus prescrite par l'article 21.6 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006 comporte des incertitudes importantes. Une explicitation des hypothèses du PGS est nécessaire afin de vérifier la conformité des rejets diffus avec les valeurs limites relatives aux émissions diffuses.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

### N° 3 : Plan de gestion des solvants\_substitution de solvants

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.6

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Identification des substances à substituer

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, comprenant :

1. les entrées et les sorties de solvants de l'installation
2. un récapitulatif des quantités de solvants utilisées par type de fabrication
3. une estimation des rejets canalisés et diffus
4. une vérification de la conformité des rejets diffus avec les valeurs limites relatives aux émissions fugitives exprimées en flux spécifique (exemple g/m<sup>2</sup>)
5. une identification des solvants qui pouvaient être substitués

Ce plan est mis à jour chaque année et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

La note méthodologique du plan de gestion des solvants 2022 est présentée par l'exploitant. L'inspection constate que le PGS ne fait pas état d'une identification des solvants qui pourraient être substitués. L'exploitant doit se poser la question des solvants à substituer. Dans le cas où, aucun solvant n'est à substituer car la démarche aurait déjà été entreprise dans les années antérieures, il est opportun de le mentionner.

**Non-conformité n°3 : Contrairement à l'article 21.6 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, aucune**



<b>identification des solvants qui pourraient être substitués n'est réalisée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Emissions diffuses\_Valeur limite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Emissions diffuses
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le flux total annuel en COV des émissions diffuses de l'établissement ne doit pas dépasser 1500 kg. Il est exprimé en somme des composés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis via la plateforme de déclaration des émissions GEREPE son plan de gestion de solvant (PGS) pour l'année 2023.</p> <p>Le flux estimé des émissions diffuses en COV (flux O4) s'élève à 1,4 tonnes de COV.</p> <p>La note méthodologique pour l'année 2022 indique quant à elle des émissions diffuses à hauteur de 1,477 tonnes.</p> <p>Sur cette base, le flux des émissions diffuses est conforme. Au regard des éléments issus du point de contrôle n°2, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la volatilité de la conformité des émissions diffuses, ce flux basculant en affinant certains paramètres en flux non-conforme.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection rappelle que l'arrêté du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement s'applique aux installations soumises à autorisation. Il indique en son article 1 que l'arrêté préfectoral d'autorisation peut fixer, en tant que de besoin, des dispositions plus sévères que celles prescrites dans le présent arrêté.</p> <p>Néanmoins, pour une installation dont la consommation de solvant est équivalente à 40 tonnes, l'article 27.7 prévoit les dispositions suivantes en termes d'émissions diffuses :</p> <p>a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :</p> <p>« Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m<sup>3</sup>. L'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffuses sur la base des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable. »</p> <p>L'article 30 point 23 dédié à l'activité du site SIKA ne s'applique pas au vu des consommations de solvant bien inférieures à 100 tonnes par an.</p> <p>Cependant, il est important de noter que pour une consommation de solvants comprise en 100 et 1000 tonnes, un flux annuel des émissions diffuses inférieur à 5 % de la quantité de solvants utilisée est prescrit. Cette limite est abaissée à 3 % de la quantité de solvants utilisée.</p> <p>Enfin, la société SIKA exploite au sein de son établissement des installations classées au titre de la rubrique 3410. La société est de ce fait soumise aux dispositions de la directive relative aux émissions industrielles (IED). Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au BREF WGC s'appliquent au site. S'agissant des émissions diffuses, les conclusions sur les MTD prévoient un niveau d'émission associé pour les émissions atmosphériques diffuses de COV résultant de l'utilisation de solvants ou de la réutilisation de solvants récupérés inférieur ou égal à 5 % de la quantité de solvant utilisée. Cette disposition ne s'applique que lorsque la consommation annuelle totale de solvants est supérieure à 50 tonnes. Elle ne s'applique donc pas au site de SIKA qui consomme 40 tonnes par an de solvants.</p>

Le flux I1 déclaré par SIKA est de 138,5 tonnes. Le flux des émissions diffuses prescrit par l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006 est de 1 500 kg, ce qui correspond à 1 % de la quantité de solvants utilisée par le site.

**Non-conformité n°4 : Contrairement à l'article 21.4 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, la conformité de l'installation au regard de ses émissions diffuses reste à démontrer.**

**Observation n°1 : L'inspection invite l'exploitant à s'interroger sur l'applicabilité du flux des émissions diffuses prescrit par son arrêté préfectoral au regard des quantités de solvants utilisées en 2024 versus celles quantifiées lors de la demande d'autorisation datant de 2005.**

**Il est rappelé à l'exploitant qu'il dispose de la faculté de demander une modification de son flux des émissions diffuses considérant les prescriptions applicables de l'arrêté du 02/02/1998, celles issues des conclusions sur les MTD du BREF WGC mais aussi des enjeux du site et de son évolution.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 5 : Émissions diffuses

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses

##### **Prescription contrôlée :**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

##### **Constats :**

Lors de la visite du site, l'inspection constate que les bras d'aspiration au-dessus des différents postes dédiés aux mélanges ou aux réactions sont opérationnels lorsque les ateliers sont en fonctionnement.

L'inspection constate également que toutes les cuves, pour lesquelles les produits fabriqués sont en attente de conditionnement, sont recouvertes d'une bâche plastique étanche afin d'éviter les évaporations.

Enfin, aucune odeur de solvant n'est présente au sein de l'établissement.

Par ailleurs, l'exploitant indique avoir mandaté la société COELYS pour effectuer l'inventaire des émissions diffuses prévu par les conclusions sur les MTD du BREF WGC.

L'inspection n'a pas de remarque à formuler. La prescription contrôlée est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Canalisation des émissions\_Points de rejets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.2



**Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions****Prescription contrôlée :**

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Réseaux d'extraction n° / bâtiment	Installations raccordées	Dispositif de rejet et hauteur minimale (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré)	Vitesse minimale d'éjection des gaz	Caractéristiques des rejets
1 / bât 3	1 chaudière de chauffage	Cheminée, h > 3 m	> 5 m/s	Combustion gaz de ville
2 / bât 3	Réacteurs, étuves	Extracteurs d'air, h > 10 m	> 5 m/s	COV
3 / bât 3	Mélangeurs	Extracteurs d'air, h > 10 m	> 5 m/s	COV, Poussières
4 / bât 4	Postes de pesée et de préparation des poudres	/ (pas d'exutoire à l'air libre)	/	Poussières
5 / bât 6	Postes de conditionnement, réacteur(s), étuves	Extracteurs d'air, h > 10 m	> 5 m/s	COV
6 / bât 6	Mélangeurs, débulleuse(s)	Extracteurs d'air, h > 10 m	> 5 m/s	COV, Poussières

**Constats :**

Les contrôles inopinés réalisés en 2015 puis 2021 font état respectivement de 15 et 13 rejets canalisés. Par ailleurs, dans son dossier transmis en avril 2024 dans le cadre du réexamen relatif au BREF WGC, l'exploitant présente les effluents gazeux de son site et la liste des émissaires. Ces derniers sont au nombre de 13 et sont répartis comme suit :

Zone / Bâtiment	N° Emissaire	Nom Emissaire
3	1	Chaudière
3	2	Dépoussiéreur CORAL
3	3	Etuve 5
3	4	Etuve 6
3	5	Extracteur local 3010
4	6	Armoire ventilée
4	7	Poste de pesée et préparation
6	8	Dépoussiéreur DCE
6	9	Extracteur vapeurs
6	10	Etuve 1
6	11	Etuve 2
6	12	Etuve 3
6	13	Extracteur laveuse cuves

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant indique également les paramètres mesurés sur chaque émissaire.

N° Emissaire	Fréquence des mesures de					
	Poussières	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub>	CO	COVT hors méthane	COV annexe III
1	3 ans	3 ans	3 ans	3 ans	-	-
2	3 ans	-	-	-	3 ans	-
3	-	-	-	-	3 ans	-
4	-	-	-	-	3 ans	-
5	3 ans	-	-	-	3 ans	-
6	-	-	-	-	3 ans	-
7	3 ans	-	-	-	3 ans	-
8	3 ans	-	-	-	3 ans	3 ans (phénol)
9	3 ans	-	-	-	3 ans	-
10	-	-	-	-	3 ans	-
11	-	-	-	-	3 ans	-
12	-	-	-	-	3 ans	-
13	-	-	-	-	3 ans	-

<p>L'exploitant indique que ses 13 rejets canalisés sur lesquels les mesures sont réalisées depuis des années conduisent bien chacun à un exutoire.</p> <p><b>Non-conformité n°5 : Contrairement à l'article 21.2 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, le site comporte plus de six réseaux d'extraction. L'inspection demande à l'exploitant de déposer un porter à connaissance (cf. Point de contrôle n°12 relatif à l'article R.181-46 du code de l'environnement)</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 7 : Emissions canalisées\_Mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une campagne de mesure des rejets atmosphériques de COV et de poussières (concentration, flux) est réalisée périodiquement par l'exploitant - dans les conditions décrites au paragraphe 21.4 - au niveau des principaux émissaires de rejet du site (exutoire des réseaux n°1 -2 - 3 - 5 - 6).</p> <p>Les résultats de cette campagne sont transmis à l'inspection des installations classées tous les trois ans à la date anniversaire de notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière campagne de mesure fait suite à un contrôle inopiné en 2021. Le laboratoire mandaté, MANUMESURE, est accrédité et agréé par le ministère. Les résultats de ce contrôle ont bien été transmis à l'inspection par l'intermédiaire de 14 rapports.</p> <p>Par sondage, le rapport n°83TG03245 a été contrôlé. Les références à l'accréditation et à l'agrément figurent au rapport. Tous les polluants réglementés dans l'AP ont bien été mesurés. Les normes utilisées ont été citées ainsi que les écarts aux normes lorsqu'ils existent.</p> <p>L'exploitant indique que la prochaine campagne de mesure des rejets atmosphériques de COV et de poussières aura lieu en novembre 2024.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité à horizon 2026 d'augmenter la fréquence de surveillance à six mois pour les COV et un an pour les poussières correspondant à la mise en place de la MTD8 du BREF WGC.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque à formuler. La prescription contrôlée est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Emissions canalisées\_COV annexe III et IV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, COV annexe III et IV
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les résultats d'analyses relatives aux COV font notamment état, pour chaque émissaire, d'une part du rejet d'éventuelles substances visées par les annexes III et IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement, d'autre part, de l'ensemble des composés organiques rejetés, avec un bilan qualitatif et quantitatif. Ils doivent notamment indiquer le débit des effluents gazeux de chaque émissaire, exprimé en mètre cube</p>

par heure.

#### Constats :

L'inspection constate que seul le rapport de contrôle du rejet n°8 (Dépoussiéreur DCE) fait état de la présence de phénol, COV de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. Aucune mention n'est précisée dans les autres rapports concernant ces substances de l'annexe III et IV.

**Non-conformité n°6 : Afin d'améliorer la transparence des rapports, lever toutes possibles ambiguïtés sur ce point et répondre intégralement à la prescription contrôlée, l'inspection demande à l'exploitant de faire en sorte que les prochains rapports d'analyses (notamment ceux issue de la campagne de novembre 2024) indiquent explicitement, si tel est le cas, l'absence de COV annexe III et IV dans les rejets.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 9 : Emissions canalisées\_Respect des valeurs limites

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.4

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Conformité des rejets

#### Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux horaire, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

Paramètres	Concentrations instantanées (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux limites ( kg/h)	Réseaux n°	Normes	Concentration en O <sub>2</sub>
Poussières	50	0,05	1 + 3 + 4 + 6	NFX 43 021 et NFX43 023 et NP X 43 017	3 % (en volume)
SO <sub>2</sub>	35	25	1	NFX 43 01 g et	
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	150	25	1	NFX43 00	
CO	100	/	1	NFX43 012	
COV totaux hors méthane	50	2	2+3+5+6	NF X 43.301	/
COV annexe III	20	0,1	2+3+5+6	NF EN 12 619 NF EN 13649	/

Les prélèvements ( contrôle périodique et mesure spécifique) sont réalisés dans des conditions de fonctionnement représentatives des installations comprenant la phase de démarrage et de fonctionnement et selon les normes en vigueur .

Les résultats d'analyses relatives aux COV font notamment état, pour chaque émissaire, d'une part du rejet d'éventuelles substances visées par les annexes III et IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement, d'autre part, de l'ensemble des composés organiques rejetés, avec un bilan qualitatif et quantitatif. Ils doivent notamment indiquer le débit des effluents gazeux de chaque émissaire, exprimé en mètre cube par heure.

#### Constats :

Suite au contrôle inopiné de mai 2021, quatorze rapports de contrôle ont été émis par le laboratoire MANUMESURE.

L'inspection constate que la campagne de mesures et les rapports portent sur 14 points de rejets identifiés comme suit (La correspondance avec la liste des émissaires issue du dossier de réexamen IED est indiquée entre parenthèse) :

- Rapport n°83TG03245 daté du 18/05/21 pour l'analyse du rejet « Armoire ventilée » (Rejet n°6)
- Rapport n°83TG03246 daté du 19/05/21 pour l'analyse du rejet « Dépoussiéreur CORAL » (Rejet n°2)
- Rapport n°83TG03247 daté du 18/05/21 pour l'analyse du rejet « Dépoussiéreur DCE » (Rejet n°8)
- Rapport n°83TG03248 daté du 19/05/21 pour l'analyse du rejet « Dépoussiéreur DELTA NEU » (Rejet n°9)
- Rapport n°83TG03249 daté du 17/05/21 pour l'analyse du rejet « Etuve 1 » (Rejet n°10)
- Rapport n°83TG03250 daté du 17/05/21 pour l'analyse du rejet « Etuve 2 » (Rejet n°11)
- Rapport n°83TG03251 daté du 17/05/21 pour l'analyse du rejet « Etuve 3 » (Rejet n°12)
- Rapport n°83TG03252 daté du 20/05/21 pour l'analyse du rejet « Etuve 4 » (Etuve démontée)
- Rapport n°83TG03253 daté du 19/05/21 pour l'analyse du rejet « Etuve 5 » (Rejet n°3)
- Rapport n°83TG03254 daté du 19/05/21 pour l'analyse du rejet « Etuve 6 » (Rejet n°4)
- Rapport n°83TG03255 daté du 19/05/21 pour l'analyse du rejet « Extracteur local 3010 » (Rejet 5)
- Rapport n°83TG03256 daté du 19/05/21 pour l'analyse du rejet « Extraction lavage bidon et cuve » (Rejet 13)
- Rapport n°83TG03257 daté du 18/05/21 pour l'analyse du rejet « Poste de pesée et préparation de poudre » (Rejet 7)
- Rapport n°83TM05512 daté du 29/11/21 pour l'analyse du rejet « Chaudière » (Rejet n°1)

La fiche de constat n°4 a permis de mettre en évidence une divergence entre les points de rejets recensés dans l'arrêté préfectoral du site et les points de rejets existants réellement sur le site. Néanmoins, la prescription indique que les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites en concentration et en flux horaire indiquées dans le tableau.

A la lecture du tableau, pour chaque polluant, la vérification de la conformité du site au regard des flux limites (kg/h) s'effectue en sommant les résultats obtenus pour chaque point de rejet concerné par la recherche du polluant. Par analogie, la même démarche est réalisée pour les rejets effectivement présents sur le site (sans tenir compte des réseaux d'extraction non techniquement et économiquement raccordables).

Le paramètre poussières concernent les points de rejets n°1, 2, 5, 7, 8, 9. Le paramètre COVnm concerne tous les points de rejets, à l'exception du rejet n°1 (chaudière). Le paramètre NOx en équivalent NO<sub>2</sub> et le paramètre SO<sub>2</sub> concernent uniquement le rejet n°1.

La vérification de la conformité du site au regard des concentrations (mg/Nm<sup>3</sup>) s'effectue quant à elle pour chaque point de rejet pris individuellement.

Partant de ce constat, l'inspection a estimé les flux totaux (en kg/h) du site pour chaque polluant. L'estimation ne tient pas compte des réseaux qui seraient non techniquement et économiquement raccordables comme indiqué précédemment.

Une non-conformité est relevée pour le paramètre poussières. En effet, la valeur estimée du flux en poussières atteint 0,12 kg/h pour une valeur limite d'émissions (VLE) autorisée à 0,05 kg/h. L'inspection constate que le point de rejet n°8 correspondant au dépoussiéreur DCE contribue largement à ce dépassement puisqu'il dépasse à lui seul la VLE autorisée avec un flux de 0,0778 kg/h.

S'agissant de ce dépoussiéreur DCE, l'exploitant indique qu'un audit a eu lieu sur ce dernier en juillet 2024. Ce dernier présente des anomalies et des réparations sont nécessaires. L'exploitant a engagé des démarches, notamment la demande de devis auprès de prestataires, pour effectuer les réparations voire le remplacement de ce dépoussiéreur. L'exploitant a présenté en séance un devis daté du 28/08/2024 de la société Canfil Airpollution control pour le remplacement du dépoussiéreur.

Concernant les autres paramètres, les flux estimés sont très largement en dessous de la valeur limite d'émissions autorisée :

- COVnm : flux < 10 % de la VLE à 2 kg/h
- NOx, SO<sub>2</sub> et phénol : < 0,1 % des VLE à 25 kg/h, 25 kg/h et 0,1 kg/h respectivement

S'agissant de la vérification de la conformité des rejets aux VLE en termes de concentration :

- Pour le paramètre COVnm, l'inspection constate que le rejet n°13 (laveuse de cuves) n'est pas

conforme. La valeur mesurée au point de rejet étant de 201 mg/Nm<sup>3</sup> contre 50 mg/Nm<sup>3</sup> autorisée. L'exploitant indique que la laveuse de cuves a un fonctionnement un peu particulier car elle ne fonctionne pas quotidiennement. L'exploitant explique avoir fait intervenir le laboratoire de contrôle lorsqu'elle était en fonctionnement pour obtenir une valeur mesurée mais que ce rejet n'est pas représentatif du fonctionnement général du site. L'exploitant indique également que ce rejet n'existait pas à l'origine et qu'il n'a donc pas concouru à la rédaction des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006.

L'inspection souligne par ailleurs que, lorsque la consommation de solvant est équivalente à 40 tonnes, l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ne réglemente les rejets que si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m<sup>3</sup>. Or, la somme des flux horaire du site a été estimé à 0,15 kg COVnm/h, sans tenir compte des réseaux d'extraction non techniquement et économiquement raccordables.

De plus, l'inspection constate que le rejet de l'étuve 4 atteint la valeur limite d'émissions autorisée de 50 mg/Nm<sup>3</sup>. Néanmoins, cette dernière a été démontée depuis. Le démantèlement a été constatée lors de la visite d'inspection.

- Pour les autres paramètres poussières, phénol, NO<sub>x</sub> et SO<sub>2</sub>, les résultats sont conformes et atteignent au plus 20 % des VLE autorisées.

Plus particulièrement, l'inspection relève que le rejet n°8 (dépoussiéreur DCE) qui est non conforme à la VLE flux horaire pour le paramètre poussière est néanmoins conforme à la VLE concentration. La valeur mesurée en poussières à ce point de rejet est de 8,36 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE à 50 mg/Nm<sup>3</sup>.

Par ailleurs, l'inspection constate également une non-conformité sur les vitesses d'éjection < 5 m/s pour les rejets n°3, 10, 11 et 12 correspondant aux étuves 1, 2, 3 et 5.

La non-conformité était déjà présente lors du contrôle inopiné de 2015. L'exploitant avait indiqué à l'inspection que les points de rejet des étuves 1,2 et 3 étaient horizontaux (en façade) ne rendant pas pertinent le contrôle du paramètre de vitesse. L'exploitant avait demandé à ce que ce paramètre ne fasse pas l'objet du contrôle inopiné de 2016, demande qui avait été acceptée par l'inspection par courrier du 18 janvier 2017.

**Non-conformité n°7 : Contrairement à l'article 21.4, tous les rejets ne respectent pas les valeurs limites d'émissions prescrites. L'exploitant doit s'assurer de respecter :**

- la valeur limite d'émissions en flux horaire pour les poussières. L'inspection attire l'attention sur le rejet n°8 du dépoussiéreur DCE qui a lui seul dépasse le flux horaire en poussières alors que ce dernière respecte la valeur limite d'émissions en concentration

- la valeur limite d'émission en concentration pour le rejet n°13 correspondant à la laveuse de cuve.

**Il est rappelé que l'exploitant dispose de la faculté de demander une modification de cette prescription considérant les prescriptions applicables de l'arrêté du 02/02/1998, celles issues des conclusions sur les MTD du BREF WGC mais aussi des enjeux du site et de son évolution.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 10 : Emissions canalisées\_Justification non conformité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Conformité des rejets

**Prescription contrôlée :**

IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**



Quatorze rapports de contrôle ont été transmis à l'inspection en 2021. Le laboratoire MANUMESURE a également transmis un document récapitulatif des mesures réalisées dans lequel sont présentées les différentes valeurs limites ainsi que la conformité de l'installation au regard de chaque paramètre.

Dans ce compte-rendu, la non-conformité du dépoussieur DCE n'est pas identifiée puisque la valeur limite d'émission prise pour référence est erronée.

Le laboratoire indique également que le point de rejet laveuse de cuves ne fait pas l'objet d'un contrôle de conformité puisque ce dernier n'est pas référencé dans l'arrêté préfectoral. Par ailleurs, les non-conformités sur les vitesses d'éjection des étuves n'ont pas été relevées.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter son analyse des résultats de la campagne de mesures.

**Non-conformité n°8 : Contrairement à l'article 58-IV, l'exploitant n'a pas réalisé d'analyse de ses résultats de contrôle réglementaire. L'analyse des résultats par l'exploitant aurait permis à ce dernier d'identifier les non-conformités non relevées par le laboratoire.**

**L'inspection demande donc à l'exploitant d'accompagner, la transmission des rapports d'analyses, d'une note ou d'un rapport d'analyse des résultats. Cette note (ou rapport) est attendue à la prochaine campagne de mesures de novembre 2024.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 11 : Traitement des fumées

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.3

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Traitement des fumées

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant limite la quantité de COV susceptibles d'être émise à l'atmosphère, sous forme diffuse et canalisée, sur la base des meilleurs techniques disponibles à un coût économiquement acceptable. Les effluents atmosphériques des locaux, constitués notamment de composés organiques volatils, subissent un traitement approprié avant rejet à l'atmosphère.

**Constats :**

Seul le dépoussieur CORAL situé au bâtiment 3 comporte un filtre à poussières et un filtre à charbon actif. Le dépoussieur DCE comporte un filtre à poussières uniquement.

Les autres équipements n'ont pas nécessité l'installation de filtres au vu des quantités rejetées.

Concernant la laveuse de cuves (rejet n°13), l'exploitant indique réfléchir à la mutualisation des réseaux avec le rejet du dépoussieur DELTA NEU (rejet n°9) ainsi qu'à l'ajout de filtres.

La prescription contrôlée est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Traitement des fumées – entretien

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 21.3

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Traitement des fumées – entretien

**Prescription contrôlée :**

Un registre de contrôle et de maintenance des différents systèmes de filtration est mis en place afin d'assurer le suivi du bon fonctionnement de ces installations. Il est régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Les dispositifs de traitement des effluents atmosphériques sont entretenus et maintenus dans un bon état de fonctionnement.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection demande à voir le registre de maintenance des filtres. L'exploitant présente le tableur excel intitulé contrôle réglementaire.xlsx.</p> <p>Ce tableau récapitule les différentes opérations de maintenance des équipements du site.</p> <p>Dans ce tableau y figure une ligne intitulée « nettoyage dépoussieurs ». L'opération de nettoyage et du changement des filtres a été réalisée le 14/08/2024. La prochaine échéance est indiquée au 14/08/2025.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Porter à connaissance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/09/2024, article R.181-46</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications des installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Contrairement à l'article 21.2 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, le site comporte plus de six réseaux d'extraction. L'exploitant indique avoir réalisé des modifications de son site afin de réduire les rejets de son site, sans toutefois avoir porté à la connaissance de l'inspection des installations classées ces modifications. Il indique que les améliorations allant dans le sens d'une amélioration du site, il ne pensait pas nécessaire de le faire.</p> <p>L'inspection rappelle que toute modification impactant l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p><b>Non-conformité n°9 : Contrairement à l'article R.181-46, les modifications précitées n'ont pas fait l'objet d'un porter à connaissance à l'inspection.</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de déposer un porter à connaissance afin de réactualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Le porter à connaissance doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une <b>description de tous les points de rejet du site</b> (activité à l'origine des rejets, numéro du réseau d'extraction, système de traitement mis en place ou non, description de la sortie à l'atmosphère)</li> <li>• la <b>mise à jour du plan des réseaux d'aspiration</b> avec la description des rejets connectés/raccordés s'il y en a.</li> <li>• un <b>listing des paramètres surveillés</b> sur chaque point de rejet</li> <li>• pour chaque point de rejet et chaque paramètre, une <b>estimation annuelle des flux</b> (considérant le temps de fonctionnement des installations raccordées à chaque point de rejet)</li> </ul> <p>S'il le juge pertinent, au regard des fiches de constat n°3 et 8, l'exploitant peut ajouter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une <b>demande argumentée pour la modification de son flux des émissions diffuses</b></li> </ul>



considérant les prescriptions applicables de l'arrêté du 02/02/1998, celles issues des conclusions sur les MTD du BREF WGC mais aussi de la sensibilité environnementale, des enjeux du site et de son évolution.

- une **demande argumentée pour la modification et l'ajustement des valeurs limites d'émissions et des vitesses d'éjection des étuves** considérant le fonctionnement du site, les prescriptions applicables de l'arrêté du 02/02/1998, celles issues des conclusions sur les MTD du BREF WGC mais aussi de la sensibilité environnementale, des enjeux du site et de son évolution.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois